



DOSSIER DE PRESSE

SIGNATURE DES MÉMORANDUMS D'ENTENTE
AVEC LES PORTEURS DES PROJETS BÉNÉFICIAIRES
DU SOUTIEN DU FONDS « CHARAKA »

VENDREDI 02 AOÛT 2019



Compact II

Le deuxième programme de coopération avec Millennium Challenge Corporation

Le gouvernement du Royaume du Maroc a conclu, le 30 novembre 2015, un deuxième programme de coopération (Compact II) avec le gouvernement des États-Unis d'Amérique, représenté par Millennium Challenge Corporation (MCC) et ce, dans l'objectif de **rehausser la qualité du capital humain et d'améliorer la productivité du foncier**.

“ Deux projets structurants pour atténuer les contraintes majeures à la croissance économique au Maroc ”

Le budget alloué par MCC au Compact II, entré en vigueur le 30 juin 2017, s'élève à **450 millions de dollars**, auquel s'ajoute une contribution du gouvernement marocain d'une valeur équivalente à **15%** au moins de l'apport américain.

La mise en œuvre du Compact II a été confiée à l'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA-Morocco), établissement public géré par un Conseil d'orientation stratégique, présidé par le Chef du gouvernement et comptant parmi ses membres les ministres concernés par les projets du Compact II et des représentants des secteurs public et privé et de la société civile.

Le Compact II, dont la mise en œuvre devra intervenir dans un délai de cinq ans qui court à compter de sa date d'entrée en vigueur, s'articule autour de deux projets, à savoir « **Éducation et formation pour l'employabilité** » et « **Productivité du foncier** ».

Les objectifs de ces deux projets, qui sont en ligne avec les Hautes Orientations de Sa Majesté le Roi Mohammed VI portant sur la valorisation du capital humain et la mobilisation du foncier au service de la promotion de l'investissement, convergent avec les objectifs des stratégies sectorielles engagées au Maroc, telles que la Vision 2015-2030 pour la réforme du système d'éducation et de formation, la Stratégie de la formation professionnelle 2021, le Plan national de promotion de l'emploi, le Plan d'accélération industrielle et le Plan Maroc Vert.

Le choix de ces deux projets, qui focalisent sur deux priorités nationales, est le fruit d'une analyse des contraintes à la croissance économique qui a été menée par le gouvernement et MCC, en collaboration avec la Banque africaine de développement (BAD) ; laquelle analyse a permis d'identifier la faible qualité du capital humain et son inadéquation avec les besoins des entreprises et la difficulté d'accès des investisseurs au foncier parmi les contraintes majeures.

Rehausser la qualité du capital humain et améliorer la productivité du foncier



450 millions \$US

2 projets structurants



Éducation et formation pour l'employabilité

Productivité du foncier



Compact II

Le Projet « Education et formation pour l'employabilité »

Le projet « **Education et formation pour l'employabilité** », dont le budget s'élève à **220 millions de dollars**, a pour objectif de renforcer l'employabilité des jeunes à travers l'amélioration de la qualité et de la pertinence des programmes d'enseignement secondaire et de formation professionnelle et de l'accès équitable à ces programmes, afin de mieux répondre aux besoins du secteur productif. Ce projet s'articule autour de trois activités, à savoir « Education secondaire », « Formation professionnelle » et « Emploi ».

“ **Renforcer l'employabilité des jeunes à travers l'amélioration de la qualité des programmes d'enseignement secondaire et de formation professionnelle** ”



L'activité « **Education secondaire** » (**112 millions \$**) comprend trois composantes fondamentales :

- le « Lycée Attahadi », un modèle intégré d'amélioration des établissements de l'enseignement secondaire basé sur le renforcement de l'autonomie administrative et financière des établissements scolaires, la promotion d'une pédagogie centrée sur l'élève et l'amélioration de l'environnement physique des apprentissages à travers la réhabilitation adéquate des infrastructures scolaires et la fourniture d'équipements nécessaires à l'innovation pédagogique. Ce modèle est déployé dans 90 établissements d'enseignement secondaire, répartis sur trois régions (Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, Fès-Meknès et Marrakech-Safi) ;
- le renforcement du système d'évaluation des acquis des élèves et du système d'information « MASSAR » ; et
- le développement d'une nouvelle approche pour l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements scolaires.



L'activité « **Formation professionnelle** » (**80,42 millions \$**) s'articule autour de deux composantes :

- la mise en place du fonds « Charaka » dédié au financement de la création ou l'extension de centres de formation professionnelle gérés dans le cadre de partenariats public-privé (PPP) et de la reconversion de centres publics de formation professionnelle déjà existants d'un modèle de gestion classique piloté par le secteur public en un modèle de gestion en PPP, tiré par la demande du secteur privé ; et
- l'appui à l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle.



L'activité « **Emploi** » (**27 millions \$**) couvre quatre composantes :

- l'appui à l'amélioration et à l'intégration du dispositif d'observation du marché du travail ;
- la promotion de l'emploi inclusif des populations en difficulté d'insertion sur le marché du travail, en particulier les femmes, les personnes non-diplômées et les diplômés de l'enseignement supérieur ou de la formation professionnelle en situation de chômage de longue durée, à travers un financement basé sur les résultats des prestations et programmes d'accompagnement à leur insertion ;
- l'appui à l'évaluation d'impact des politiques de l'emploi et du marché du travail ; et
- l'appui à la promotion de l'équité genre en milieu professionnel.



Compact II

L'activité « Formation professionnelle »

L'activité « Formation professionnelle », dotée d'un budget de l'ordre de 80,42 millions dollars et mise en œuvre en étroite coopération avec plusieurs partenaires, dont notamment le Secrétariat d'État chargé de la Formation Professionnelle, a pour objectif le développement et l'amélioration de la qualité de la formation professionnelle et le renforcement des liens entre l'offre et la demande en compétences. Cette activité s'articule autour de deux composantes :

“ Renforcer l'implication
du secteur privé dans la
gouvernance et la gestion
du système de formation
professionnelle ”



Le Fonds « Charaka » de la formation professionnelle est dédié au financement de :

- la création ou l'extension de centres de formation professionnelle gérés dans le cadre de partenariats public-privé (PPP) ; et
- la reconversion de centres publics de formation professionnelle déjà existants d'un modèle de gestion classique piloté par le secteur public en un modèle de gestion en PPP, tiré par la demande du

secteur privé.

Cette composante s'appuie sur les expériences pilotes initiées par le gouvernement marocain dans le cadre de l'accompagnement des différentes stratégies de développement des secteurs porteurs (industrie, énergies renouvelables, etc.), à travers la création d'instituts de formation professionnelle à gestion déléguée dans le cadre d'un partenariat entre les secteurs public et privé et dont le modèle de gouvernance préconisé permet de passer d'un mode de gestion classique basé sur l'offre à un mode tiré par la demande du secteur privé ;



L'appui à l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle constitue un appui apporté aux acteurs publics et privés concernés et a pour objectif d'améliorer la qualité du système de formation professionnelle et sa capacité à répondre adéquatement aux besoins du secteur productif et des différentes populations cibles, notamment les femmes et les catégories sociales défavorisées.

Il vise aussi à renforcer l'implication du secteur privé dans la gouvernance et la gestion du système de formation professionnelle à tous les niveaux d'intervention (national, sectoriel, régional et local) et en particulier au niveau des centres de formation et dans tous les modes de formation (résidentiel, apprentissage, alterné et formation continue).

Il vise également à assurer une cohérence d'ensemble du système de la formation professionnelle, surtout en ce qui a trait à la définition claire des rôles et des responsabilités des différents acteurs, ainsi que la mise en place des mécanismes d'évaluation des performances comme base d'allocation des financements. Dans le cadre de cette composante, il est prévu aussi l'organisation de conférences annuelles sur les avancées de la formation professionnelle. Ces conférences constitueront des espaces d'échange et de partage d'expériences et de bonnes pratiques, tant au niveau national qu'international.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Signature des mémorandums d'entente avec les porteurs des projets bénéficiaires du soutien du fonds « Charaka »

Le Chef du gouvernement, M. Saâd Dine El Otmani, et le Vice-Président de Millennium Challenge Corporation (MCC) en charge du Département des Opérations du Compact, M. Anthony Welcher, ont présidé, ce vendredi 02 août 2019 à Rabat, la cérémonie de signature des mémorandums d'entente relatifs à 15 projets de création et de reconversion de centres de formation professionnelle financés par le fonds « Charaka » de la formation professionnelle, mis en place dans le cadre du deuxième programme de coopération (Compact II) conclu entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et MCC.

Conçu en parfait alignement avec la Vision stratégique de la réforme 2015-2030, le fonds « Charaka » se veut une contribution à la mise en œuvre des Hautes Orientations Royales portant sur la réforme et la promotion de la formation professionnelle, notamment celles contenues dans les Discours de Sa Majesté le Roi Mohammed VI du 20 août 2018 et de l'ouverture de la première session de la 3^{ème} année législative de la 10^{ème} législature, qui traduisent la Volonté Royale de faire bénéficier la jeunesse marocaine d'une formation de qualité procurant aux diplômés les compétences requises pour accéder au marché de l'emploi, selon une démarche réaliste répondant aux priorités de l'économie nationale et du marché du travail.

De même, les objectifs du fonds « Charaka » convergent pleinement avec ceux de la feuille de route relative au développement de la formation professionnelle, présentée à Sa Majesté le Roi en avril dernier, en termes notamment de promotion de l'insertion professionnelle des jeunes, d'amélioration de la compétitivité des entreprises et d'adoption de modes de gouvernance concertés avec les professionnels.

Pour rappel, le fonds « Charaka », doté de près de 100 millions de dollars dont une contribution du gouvernement marocain d'une valeur de 30 millions de dollars, finance des projets de création, d'extension ou de réhabilitation de centres de formation professionnelle ayant pour finalité d'améliorer l'employabilité des jeunes et la compétitivité des entreprises et ce, en contribuant à la mise en place d'une offre de formation professionnelle tirée par la demande du secteur privé et adoptant des modèles de gouvernance basés sur le partenariat public privé (PPP).

Les projets bénéficiaires du soutien du fonds « Charaka », totalisant un montant de 813,4 millions de DH, portent sur la création de 9 nouveaux centres et la reconversion de 6 centres existants et couvrent les secteurs de l'agriculture & l'agro-industrie, du tourisme, de l'industrie, de l'artisanat, du BTP, du transport, de la logistique et de la santé. Ces centres, qui accueilleront et assureront la formation de près de 8.400 stagiaires annuellement, sont localisés au niveau de six régions du Royaume, à savoir :

▪ **La Région Casablanca-Settat (5 projets) :**

- Institut de Formation en Boulangerie et Pâtisserie (Casablanca) ;
- Institut de Formation dans les Métiers du Transport et de la Logistique (Tit Mellil) ;
- Institut Spécialisé de Technologie Appliquée (Had Soualem) ;
- Institut Spécialisé des Métiers de l'Aéronautique et de Logistique Aéroportuaire (Nouaceur-Casablanca) ;
- Institut Supérieur du Bâtiment (Casablanca).

▪ **La Région Fès-Meknès (4 projets) :**

- Institut des Arts Traditionnels (Meknès) ;
- Institut des Arts Traditionnels (Fès) ;
- Institut de Formation dans les Métiers de la Santé et de l'Action Sociale (Meknès) ;
- Institut de Formation dans les Métiers du BTP (Fès).

▪ **La Région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma (3 projets) :**

- Institut Pluridisciplinaire des Métiers de la Logistique et de l'Industrie (Fahs-Anjra) ;
- Institut de Technologie Hôtelière et Touristique (Tanger) ;
- Institut de Formation dans les Métiers de l'Élevage (Bellota).

▪ **La Région de l'Oriental (1 projet) :**

- Institut de Formation dans les Métiers de la Santé et de l'Action Sociale (Oujda).

▪ **La Région Béni Mellal-Khénifra (1 projet) :**

- Institut de Formation dans les Métiers de la Santé et de l'Action Sociale (Beni Mellal).

▪ **La Région Drâa-Tafilalet (1 projet) :**

- Institut Spécialisé de Technologie Appliquée Hôtelière et Touristique (Ouarzazate).

Adoptant des modèles de gouvernance impliquant fortement le secteur privé et adaptés selon les spécificités sectorielles et les capacités des partenaires, ces projets bénéficient du fort engagement d'acteurs publics et privés à même d'assurer la mobilisation des compétences humaines et des ressources financières nécessaires pour la réalisation et la pérennisation de ces projets.

Ainsi, les projets bénéficient d'une forte implication du secteur privé, à travers notamment la Confédération Générale des Entreprises du Maroc représentée par son antenne régionale au Nord et plusieurs fédérations sectorielles (Minoterie, BTP, Transport & Logistique, Transport Multimodal, Industrie Hôtelière, Entreprises d'Artisanat et le Groupement des Industries Marocaines Aéronautiques et Spatiales), des organisations professionnelles (Association

Nationale de Valorisation de la Boulangerie et de la Pâtisserie, Association Nationale des Cliniques Privées, Association de la Zone Industrielle du Sahel, Fédération Régionale des Métiers de Service et Coopérative des Métiers Rmika), ainsi que d'acteurs de la société civile (Fondation Al Kawtar) et du milieu académique (Université Mohammed VI des Sciences de la Santé).

En outre, et du côté public, les projets mettent à contribution des départements ministériels impliqués dans le secteur de la formation professionnelle (Agriculture, Industrie, Santé, Tourisme, Artisanat, Formation professionnelle, Transport & Logistique), des établissements et entreprises publics (Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail, Agence Spéciale Tanger Méditerranée, Office National des Aéroports, Agence Marocaine de Développement de la Logistique, Agence pour la Promotion et le Développement Economique et Social des Préfectures et Provinces du Nord du Royaume et Al Omrane) et de collectivités territoriales (Conseil régional de Fès-Meknès, Conseil préfectoral de Fès, Conseil provincial de Meknès et Conseils communaux de Fès et de Meknès), ainsi que la Wilaya et la Chambre d'Artisanat de la Région Fès-Meknès.

Les mémorandums d'entente relatifs aux projets bénéficiaires du fonds « Charaka » ont été signés en présence du Ministre du Tourisme, du Transport aérien, de l'Artisanat et de l'Economie Sociale, du Ministre délégué auprès du Chef du gouvernement chargé des Affaires générales et de la Gouvernance, de la Secrétaire d'Etat chargée de l'Artisanat et de l'Economie sociale, du Secrétaire d'Etat chargé de la Formation professionnelle, du Secrétaire d'Etat chargé de l'Investissement, et des Secrétaires généraux des départements ministériels, des directeurs généraux des établissements et des entreprises publics et des présidents des collectivités territoriales et organisations professionnelles concernés, ainsi que de M. Abdelghni Lakhdar, Directeur Général de l'Agence Millennium Challenge Account–Morocco (MCA-Morocco), de M. Walter Siouffi, Directeur résident de MCC au Maroc, et de M. Mohamed Fikrat, Vice-président de la CGEM.

Ventilation des projets bénéficiaires du fonds “Charaka” par régions

Tanger-Tétouan-Al Hoceïma

- Institut Pluridisciplinaire des Métiers de la Logistique et de l'Industrie (Fahs-Anjra)
- Institut de Technologie Hôtelière et Touristique (Tanger)
- Institut de Formation dans les Métiers de l'Elevage (Bellota)

Oriental

- Institut de Formation dans les Métiers de la Santé et de l'Action Sociale (Oujda)

Drâa-Tafilalet

- Institut Spécialisé de Technologie Appliquée Hôtelière et Touristique (Ouarzazate)

Casablanca/Settat

- Institut de Formation en Boulangerie et Pâtisserie (Casablanca)
- Institut de Formation dans les Métiers du Transport et de la Logistique (Tit Mellil)
- Institut Spécialisé de Technologie Appliquée (Had Soualem)
- Institut Spécialisé des Métiers de l'Aéronautique et de Logistique Aéroportuaire (Nouaceur-Casablanca)
- Institut Supérieur du Bâtiment (Casablanca)

Fès-Meknès

- Institut des Arts Traditionnels (Meknès)
- Institut des Arts Traditionnels (Fès)
- Institut de Formation dans les Métiers de la Santé et de l'Action Sociale (Meknès)
- Institut de Formation dans les Métiers du BTP (Fès)

Béni Mellal-Khénifra

- Institut de Formation dans les Métiers de la Santé et de l'Action Sociale (Beni Mellal)



Ventilation des projets bénéficiaires du fonds “Charaka” par secteurs d’activité

Agriculture/Agro-Industrie

- Institut de Formation dans les Métiers de l’Elevage (Bellota)
- Institut de Formation en Boulangerie et Pâtisserie (Casablanca)

Transport/logistique

- Institut Pluridisciplinaire des Métiers de la Logistique et de l’Industrie (Fahs-Anjra)
- Institut de Formation dans les Métiers du Transport et de la Logistique (Tit Mellil)

Artisanat

- Institut des Arts Traditionnels (Meknès)
- Institut des Arts Traditionnels (Fès)

BTP

- Institut de Formation dans les Métiers du BTP (Fès)
- Institut Supérieur du Bâtiment (Casablanca)

Industrie

- Institut Spécialisé de Technologie Appliquée (Had Soualem)
- Institut Spécialisé des Métiers de l’Aéronautique et de Logistique Aéroportuaire (Nouaceur-Casablanca)

Santé

- Institut de Formation dans les Métiers de la Santé et de l’Action Sociale (Oujda)
- Institut de Formation dans les Métiers de la Santé et de l’Action Sociale (Meknès)
- Institut de Formation dans les Métiers de la Santé et de l’Action Sociale (Beni Mellal)

Tourisme

- Institut de Technologie Hôtelière et Touristique (Tanger)
- Institut Spécialisé de Technologie Appliquée Hôtelière et Touristique (Ouarzazate)

